

**76<sup>ème</sup>**

**CONGRÈS  
DE L'UNEF**

**11 - 12 - 13 Novembre 1993**

**L'UNEF**

**À L'OFFENSIVE**

**POUR FAIRE RESPECTER**

**NOS DROITS**

**ET EN CONQUÉRIR**

**DE NOUVEAUX**

**TEXTE PRÉPARATOIRE**



## INTRODUCTION

**L**es 11, 12 et 13 novembre 93, l'UNEF tient son 76<sup>ème</sup> congrès. Congrès d'une grande importance, dans un contexte où la politique universitaire menée par le gouvernement Balladur accentue celle de ces prédécesseurs, aggravant sans cesse nos conditions de vie et d'études.

Et cela avec une volonté sans cesse affirmée : asservir davantage l'université au privé et remettre en cause son caractère de service public et national !

**Dans le même temps les étudiants et l'UNEF ne partent pas de rien.**

Il y a deux ans, au congrès de Lyon, nous nous donnions l'objectif de construire une *"UNEF partout à l'offensive et toujours plus utile"* Depuis, l'UNEF a su prendre une place nouvelle à l'université, marquée par le rôle qu'elle a joué dans les différentes luttes, du retrait du projet Jospin aux SOS-Inscriptions.

Ces progrès en audience et en activité du syndicat n'ont été possibles que par une meilleure mise en pratique de notre orientation. **Etre l'outil des étudiants pour défendre nos intérêts et gagner des droits nouveaux correspondant à nos aspirations.**

Fort de ces acquis, ce congrès doit nous aider à franchir un nouveau cap pour une UNEF toujours plus ouverte, plus offensive. Ce congrès c'est celui de tous ceux qui ont fait le choix de s'organiser pour riposter. Ce congrès c'est le tien. Permettre à tous d'exprimer sa colère et ses exigences, en débattre, discuter de notre action, donner son avis, c'est l'objectif de ce texte préparatoire.

Réussir ce congrès signifie que chaque adhérent du syndicat prenne toute sa place dans la préparation et la tenue des congrès d'Associations et d'AGE<sup>(1)</sup> dans notre diversité de pensée et d'expérience.

Et cela avec une même volonté, celle de construire le syndicat de tous les étudiants, pour une UNEF toujours plus utile dans nos luttes et vecteur d'une nouvelle solidarité.

<sup>(1)</sup> L'AGE (Association Générale des Étudiants) regroupe toutes les associations UNEF d'une université ou d'une ville universitaire.

## JAMAIS NOS DROITS N'ONT AUTANT ETE REMIS EN CAUSE

### A - Ce que nous vivons est insupportable !

**S'inscrire devient un privilège !** Alors que nous sommes de plus en plus nombreux à vouloir faire des études, à les poursuivre, en cette rentrée universitaire des dizaines de milliers de bacheliers et d'étudiants se sont vus fermer l'accès ou la poursuite de leurs formations dans l'enseignement supérieur. S'inscrire devient un obstacle de plus en plus difficile à franchir, le Bac étant remis en cause comme premier diplôme universitaire. Les obstacles ne sont plus réservés aux seuls bacheliers mais tendent à toucher toujours plus d'étudiants : Bac antérieur, titulaire d'un DUT (IUT), d'un BTS, classe prépa, d'une autre université, d'un pays étranger.

**I.U.T.** : 46 % des étudiants sortant d'IUT avec leur DUT poursuivent leurs études...  
Fillon voit rouge et veut le leur interdire !

**On nous rackette à l'inscription !** Alors qu'un nombre de plus en plus grand d'enfants de classes moyennes et modestes veut aller en fac, jamais le coût des études n'aura été aussi élevé : les droits d'inscription ont été multipliés par 6 en 10 ans ! Va-t-il falloir payer 30.000 frs comme à l'université *Léonard de Vinci* de Pasqua pour avoir le droit de faire des études ?

**L'endettement en lieu et place des bourses !** Alors qu'une véritable aide sociale s'avère nécessaire à la formation de toute la jeunesse, le pouvoir répond prêts bancaires et petits boulots ! Si bien qu'aujourd'hui, près d'un étudiant sur deux doit se salarier pour financer ses études, poussant ainsi bon nombre d'entre nous vers la sortie

**Nos conditions de vie se précarisent.** Pour nous loger et nous nourrir décemment, il est conseillé d'être "*chez Papa et Maman*". Sinon c'est le dilemme : entre les marchands de sommeil avec leur résidence à 1.200 ou 2.500 frs le loyer, et les cités-U où les places sont de plus en plus chères pour des conditions de logement qui se dégradent. Quant aux resto-U, ils font l'unanimité sur leur médiocrité tandis que se développe une restauration à plusieurs vitesses avec la multiplication de cafétérias privées

**Nos conditions d'études se dégradent comme jamais.** On nous promet une université moderne et répondant aux enjeux de l'époque et que nous offre-t-on ? Manque de place en fac, amphis surchargés, TD bondés, contrôles continus supprimés. Comment pouvons-nous apprendre l'informatique à 4 ou 5 sur un ordinateur, ou maîtriser une langue avec une seule heure de cours par semaine ?

### Et à les écouter, ils agiraient pour nos intérêts !

- Nous aspirons à des études non cloisonnées ? Jospin prend appui là-dessus pour présenter son projet d'éclatement des formations
- Nous aspirons à une formation plus en prise avec le monde du travail ? Pas de problème, on institue ainsi une pseudo professionnalisation et des diplômes au nom ronflant (IUP) mais sans aucune reconnaissance dans les conventions collectives
- Nous aspirons à une décentralisation de l'Enseignement Supérieur ? Bien sûr, on nous répond par délocalisation et on multiplie les antennes où enseignement au rabais se conjugue avec infrastructures inadaptées

- Nous aspirons à être plus et mieux pris en compte ? Lang, tout sourire annonce qu'il nous a compris et nous offre une concertation tronquée.
- Nous aspirons à plus d'aide sociale ? On nous propose de la financer nous-même en ponctionnant 40frs sur nos droits d'inscription

**Au bout du compte ils arriveraient presque à nous convaincre du caractère inéluctable de la situation, et à nous la faire banaliser !** Médias, journaux, interventions des administrations et d'enseignants et même courriers de certaines mutuelles, rien n'est négligé dans ce sens. Quand nous échouons, c'est notre faute : "*trop nul*". Quand nous devons nous salarier : "*normal c'est la rançon à payer pour financer ses études*". Et puis "*de quoi nous plaignons-nous ? Il y a des situations plus dramatiques*" ! D'autant plus qu'il n'y a rien d'autre à espérer : "*Il n'y a plus d'argent*" !

En fait, ils utilisent tous les moyens pour justifier leur politique. Et cela alors même que l'aspiration à une formation de qualité pour deux millions d'étudiants constitue un atout formidable à l'aube de l'an 2000.

### B - Une politique qui tourne le dos à nos aspirations.

La mise en place de réformes de l'enseignement supérieur, ou leurs tentatives, ne sont pas le fait du hasard. Bien au contraire, que ce soit "*Université 2 000*" ou la Loi d'autonomie de notre nouveau ministre François Fillon, les objectifs sont les mêmes et répondent aux préoccupations du CNPF. Ainsi selon M. Périgot, son président, il s'agit de "*fournir une main d'œuvre non pas bien formée, mais bien adaptée*" au besoin immédiat et à court terme du patronat

Parallèlement, l'enseignement supérieur correspond à un marché qui attire les convoitises. Deux millions d'étudiants à former, loger, nourrir, soigner et aider financièrement, cela représente une juteuse affaire pour ceux qui cherchent à démanteler le service public pour mieux le livrer au secteur privé, mieux le rentabiliser. Pour réaliser cet objectif, cette politique prend appui sur 4 axes.

#### 1 - financier, avec le désengagement de l'Etat.

La mise en place de cette politique passe en tout premier lieu par l'asphyxie budgétaire. Dès 1990 avec le plan Université 2000, la *contractualisation* sous couvert de liberté institue un véritable chantage auprès des universités sur qui repose la tâche de gérer la pénurie, le mécontentement étudiant et la mission, cynique, de trouver d'autres financements.

C'est le recours aux entreprises, qui mettent comme préalable le contrôle des formations ; c'est le recours aux collectivités locales avec le danger de l'inégalité de traitement entre les universités, créant des facs d'élite et des facs "poubelles" ; c'est le recours à la hausse des droits d'inscription, aggravant la sélection sociale ; c'est la précarisation des ATOSS et des enseignants.

Fillon accélère ce processus en amputant de 200 millions le budget des universités et tente d'en finir avec la loi Savary de 1984 qui a au moins le mérite de régir les universités selon un cadre national précis. Il programme

**Pasqua** : L'argument visant à substituer les collectivités locales au financement public est fallacieux. La preuve par Pasqua, l'université privée Léonard de Vinci reçoit du département 1,2 milliards et Paris X - Nanterre... 0 franc !!

ainsi la libération des droits d'inscriptions, accélère le processus d'une université à plusieurs vitesses et va jusqu'à remettre en cause les structures démocratiques de l'université.

Dans le même temps, avec la tentative d'abrogation de la loi Falloux, une volonté analogue est manifeste. Il s'agit d'anémier le service public en autorisant les collectivités territoriales à financer les établissements privés au moins autant que les établissements publics !

## **2 - pédagogique, c'est la volonté de démanteler nos formations.**

Les gouvernements successifs ont oeuvré à adapter le contenu de nos formations à l'asphyxie budgétaire et aux exigences du patronat. C'est le processus des rénovations pédagogiques qui touche toutes les filières et tous les cycles, animé par une logique néfaste. Outre la volonté d'accueillir plus d'étudiants tout en réduisant les moyens qu'on y consacre, il s'agit de remodeler totalement les formations, d'orienter le plus de monde possible vers les filières professionnalisées, de "secondariser" les DEUG en y diminuant la part d'enseignement fondamental etc...

C'est cette logique qui a animé le projet Jospin. Projet qui a donné lieu au plus grand mouvement depuis Devaquet. Les étudiants avec l'UNEF ont créé un rapport de force suffisant pour remporter une victoire et gagner le retrait de la réforme. J. Lang a repris ce projet d'une manière beaucoup moins ambitieuse, en cédant sur des revendications étudiantes, mais il n'en conserve pas moins des mesures négatives.

Avec le projet Fillon, la nouvelle majorité a marqué sa volonté d'aller encore plus loin et plus vite, en démantelant totalement le cadre de nos formations. Tous les secteurs de l'Enseignement Supérieur sont touchés par ces politiques. Ainsi, la création des IUP et la réforme des IUT entrent dans cette logique : offrir une main d'oeuvre corvéable à merci et bon marché, à qui l'on refuse le droit de poursuivre des études.

Jusqu'à présent relativement épargnés par les différentes réformes, les étudiants-chercheurs sont l'objet de multiples attaques depuis quelques années. De plus, alors que le besoin d'enseignants n'a jamais été aussi fort et se chiffre par dizaines de milliers de postes, les étudiants désirant s'orienter vers la carrière d'enseignant voient se multiplier les contraintes (faible nombre d'allocations d'IUFM) et leur formation en IUFM est totalement dévalorisée (avec entre autre la suppression de l'épreuve pédagogique).

Les projets successifs visent tous à remettre en cause les diplômes nationaux qui permettent au titulaire d'un Deug lyonnais par exemple, de pouvoir poursuivre ses études à Montpellier. Si le Ministère et le Patronat s'acharnent à disloquer les diplômes nationaux, c'est parce qu'ils sont reconnus dans les conventions collectives, dans le statut général de la fonction publique et donnent droit à des grilles nationales de salaires.

## **3 - social, en dévoyant les CROUS.**

La massification de l'Université correspond également à l'arrivée d'une population étudiante d'origine sociale plus modeste, pour qui le coût des études est une charge lourde à assumer.

Dans ce cadre, l'exigence d'une aide sociale de qualité est de plus en plus forte. Répondre à cette exigence, c'est permettre à un plus grand nombre d'étudiants de poursuivre et de réussir leurs études. C'est un des moyens et une des conditions sine qua non pour lutter contre l'échec qui pousse près de 50 % des étudiants à abandonner leurs études. Le recours aux petits boulots, de manière de plus en plus massive, la précarisation de l'étudiant, sont des raisons essentielles de l'allongement du temps nécessaire à l'obtention d'un diplôme (entre 3 et 4 années en moyenne, pour obtenir un Deug).

Les besoins en terme d'aide sociale sont si énormes que les ministres successifs sont dans l'obligation de le reconnaître. Bourse ? Jospin estimait en 91 à 600 000 le nombre d'étudiants qui en avaient besoin.

Cité-U ? Le CNOUS reconnaît qu'il faut construire plus de 100 000 chambres. Transports ? Jospin, Lang et Fillon sont d'accord sur un point : la réduction de 50 % pour les étudiants sur la carte orange est légitime !

Si l'on peut être d'accord sur le constat, tout, par contre, doit être fait pour rejeter leurs réponses, qui peuvent se résumer en un mot : "rentabilisons" !

Avec une demande de 250 000 chambres universitaires (pour 130 000 places), 312 000 boursiers (pour 500 000 à 600 000 demandes) et 70 millions de repas distribués par an, l'aide sociale est un véritable enjeu, un "marché" qui attise les convoitises. Bouygues, BNP, Caisse d'Epargne... autant de "partenaires" avant tout motivés par le profit plutôt que par l'aide sociale.

C'est le lancement en 91 des prêts d'études garantis par l'Etat en lieu et place des bourses, véritable fiasco (64 prêts contractés sur 400 000 escomptés), que Fillon veut renouveler avec les prêts régionaux. C'est la création des cités-U privées.

C'est la mise en place d'une santé à plusieurs vitesses avec l'explosion de la cotisation à la sécurité sociale et la mercantilisation totale de la MNEF. Celle-ci, après avoir institué la tarification multiple a prôné les prêts bancaires, les cités privées et les tickets resto à la place de véritables resto-U. Que sont devenus les principes mutualistes de solidarité qui ont prévalu à la création de la MNEF ?

Au lieu de répondre au besoin de justice sociale, les différents gouvernements ont préféré les solutions "économiques" à courte vue. Résultat, l'injustice sociale et l'exclusion sévissent dans nos cours. C'est d'une tout autre logique dont nous avons besoin pour réussir nos études.

## **4 - une citoyenneté bafouée**

Quand les étudiants aspirent à beaucoup plus de démocratie, de débat, d'esprit critique, on continue à les ignorer, à considérer leur avis comme négligeable. Combien d'entre-nous peuvent s'exprimer sur le devenir universitaire ? Combien, se heurtent à un mur quand ils ont une analyse différente du prof ? Combien, ne trouvent pas les moyens de s'exprimer quand ils contestent une note ?

Les gouvernements et les différentes administrations continuent dans leur volonté de réduire le niveau des luttes et l'expression du mécontentement, et tentent de bâillonner les étudiants.

Ils s'en prennent même aux structures démocratiques de l'université ! De la préparation et du déroulement des élections universitaires, à la représentation effective étudiante dans les conseils, tout est fait pour minimiser l'importance de l'enjeu. Mais ça ne leur suffit pas : ainsi les universités nouvelles ont-elles adopté des statuts dérogatoires réduisant au strict minimum la place des élus étudiants. A Evry, il a fallu se battre pour que des élections aient lieu : ce n'est pas un hasard si l'un des aspects essentiels de l'ex-loi Fillon étendait cette possibilité à toutes les universités. Etre bâillonnés, ça, nous ne l'accepterons jamais !

Enfin, que dire du sort réservé aux étudiants étrangers ? Confrontés à une situation précaire et parfois à une interdiction de pouvoir s'organiser ou de participer à des luttes, tout est fait pour les cantonner dans une situation d'"étudiants sans droits", exclus de la vie universitaire.

**Les mesures néfastes du projet Jospin :** Suppression de filières entières, instauration d'un diplôme-bidon de fin de première année, interdiction de plus d'un redoublement en Licence et Maîtrise, non reconnaissance du caractère national de certains diplômes...

**Cité-U :** Chaque année 18 000 étudiants font une demande de chambres à Paris pour... 1.500 lits offerts.

## IMPULSER UNE RIPOSTE QUOTIDIENNE ET D'AMPLEUR

### A- La riposte, c'est ce qu'on a trouvé de mieux pour gagner

Cette situation, cette remise en cause de notre droit aux études est-elle inéluctable ? Chevènement, Devaquet, Valade, Jospin, Lang, Fillon, ne sommes-nous condamnés qu'à voir défiler les ministres et leurs mauvais coups ?

Non ! Les faits de ces dernières années le montrent. Les étudiants quand ils prennent la parole et interviennent dans le débat sont capables de faire reculer des projets, d'imposer d'autres choix.

Depuis le dernier congrès de l'UNEF, les étudiants ont gagné sur toute une série de points: le retrait du projet Jospin, le report par Fillon de toute réforme après 1995, le déblocage de crédits d'urgence pour plusieurs universités. Ils ont mis de sérieux obstacles à l'instauration d'une université à plusieurs vitesses.

Certes, Fillon n'abandonne pas l'ambition de mettre en place sa politique, pour autant il tient compte de l'état d'esprit et de la capacité de riposte des étudiants.

Cela constitue un sacré élément de confiance. Confiance dans le fait qu'il n'y a pas de déterminisme vouant inexorablement l'université à être démantelée. Confiance pour poursuivre ce que nous avons commencé à mettre en œuvre et favoriser le plus large rassemblement des étudiants dans la riposte.

Riposter toujours plus, c'est ce qui va compter dans la période qui vient, c'est ce à quoi l'UNEF aide et doit aider davantage.

### B - Nous ne partons pas de rien.

#### C'est vrai pour les étudiants...

L'inflation des mauvais coups n'aboutit pas automatiquement à une mobilisation plus grande des étudiants. Vivant cela à l'échelle individuelle, on peut se sentir isolé et dépourvu de perspectives. Les luttes ne naissent pas spontanément. Pour autant, s'il y a fatalisme, il y a aussi une profonde colère. Et cela peut aboutir très vite au renoncement comme à la décision de lutter.

Les étudiants, de plus en plus, ne s'interrogent-ils pas sur l'utilité de la lutte ? Quand ils se sentent directement concernés, qu'ils ont le sentiment que se battre tous ensemble est un plus, qu'ils pensent que leur mobilisation est légitime et peut aboutir, ne sont-ils pas plus déterminés ? Et ne s'engagent-ils pas d'autant plus pleinement dans l'action qu'ils s'y sentent acteurs et décideurs, qu'ils en perçoivent les tenants et les aboutissants ?

De nombreux signes semblent aller dans ce sens ; ne nous faut-il pas y être plus vigilant ? Ainsi, c'est la révolte qui s'empare des "sans-fac" en plein milieu du mois de juillet lorsque l'administration et le rectorat les méprise et les promène d'université en université. C'est aussi celle des étudiants qui luttent pour gagner des locaux à Valenciennes ou à St-Etienne, le mouvement de solidarité pour empêcher l'expulsion d'un étudiant étranger.

**Paris, Bordeaux, Lyon...** ils sont plus de 2.000 sans fac à s'être emparés du SOS-Inscription pour exiger leur place en fac. 1.050 d'entre eux rejoignent l'UNEF !

Et comment expliquer la floraison d'associations de filières (même si elles sont parfois "récupérées" par les corps), qui naissent souvent d'une volonté de rompre avec un individualisme vécu comme insupportable ? Comment expliquer la forte poussée de la participation étudiante aux élections universitaires (+ 50 %), cela ne traduit-il pas le fait que plus que jamais, les étudiants sont disponibles pour s'organiser et pour agir ? Cette recherche ne doit-elle pas nous alerter sur les nouvelles possibilités qui existent pour le syndicalisme étudiant ?

### ... C'est vrai aussi pour L'UNEF

Dans ce contexte, l'intervention de l'UNEF n'est-elle pas décisive ? Il y a deux ans, au 75<sup>ème</sup> congrès, nous faisons le constat de très réelles avancées à mettre au compte d'initiatives et de pratiques plus à l'image de notre orientation. Aujourd'hui, où en est l'UNEF ?

Elle est mieux en capacité de mener et d'impulser des batailles plus en prise avec le quotidien des étudiants. C'est la lutte pour les 50 % de réduction sur les transports avec des premiers acquis sur la région parisienne, c'est les luttes sur les droits d'inscription avec des centaines de remboursements obtenus, sur le problème des inscriptions et des transferts à Paris mais aussi Lyon, Bordeaux. Capacité du syndicat à mener une véritable bataille nationale comme lors du projet Jospin où l'UNEF a pris toute sa place pour aider au développement du mouvement.

Capacité de l'UNEF à faire reculer l'UNI et l'extrême-droite sur les facs. Comme à Lyon-III où l'UNEF devient la première force syndicale et où l'extrême-droite n'a plus aucun élu.

Plus à l'écoute des étudiants et bien plus à l'aise sur le terrain, l'UNEF a joué son rôle pour informer et alerter les étudiants. Projet Jospin, rénovation pédagogique, projet Millon-Fillon, réforme des IUT... à chaque fois, l'UNEF a tenu ce rôle, notamment avec le *Nouveau Campus*.

Conséquence de ces avancées, une plus grande crédibilité du syndicat auprès des administrations, des médias, mais aussi et surtout des étudiants. Cela se traduit par des progrès électoraux en voix, élus, pourcentage et nombre d'universités où l'UNEF est présente. Résultats qui se traduisent aussi en terme d'implantation du syndicat par la création régulière de nouvelles AGE.

Cela s'est accompagné par des progrès dans la vie du syndicat. Un plus grand nombre d'associations vivent, agissent, avec en parallèle des bulletins de liaisons nationaux plus réguliers (orga, trésor, vie des assos, Bulletin de Liaison des Elus...).

Si nous avons avancé sur un grand nombre de points, des questions nouvelles se posent. La nécessité d'une riposte toujours plus quotidienne et à la hauteur, exige en effet de poursuivre et d'amplifier nos efforts pour être des syndicalistes d'aujourd'hui.

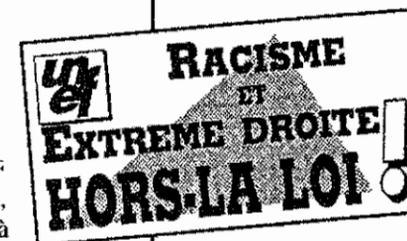
### C - Mieux être le syndicat de tous les étudiants :

#### 1 - Plus à l'écoute :

Nous avons fait un choix : celui d'une UNEF originale, à l'écoute des étudiants, et qui décide avec eux de l'ensemble des questions : revendications, formes d'actions, représentants dans les délégations, les coordinations.

Et avons-nous eu raison de faire ce choix ?

Certainement, nos luttes ont été plus justes, plus démocratiques et plus efficaces ! L'UNEF en est sortie renforcée : c'est un syndicat qui vit, qui se développe, qui compte de plus en plus dans le rapport de force, qui devient un repère pour des milliers d'étudiants.



## 2 - Plus solidaire :

Cependant aujourd'hui, c'est à la remise en cause de l'ensemble de nos acquis à laquelle assiste. Aussi, étudiants organisés à l'UNEF, nous avons une responsabilité plus grande que jamais !

Dans des dizaines d'endroits, notre intervention va être déterminante. Initiative du copain de l'UNEF et de l'association UNEF pour ne pas que la voisine d'amphi se décourage et abandonne la fac, pour obtenir le dédoublement du TD, pour s'emparer de la rénovation pédagogique afin de gagner de nouvelles options et un contenu des formations qui nous convienne, pour arracher des bourses supplémentaires, de nouvelles places en cité-U, pour partout mettre en échec le renoncement et faire la démonstration qu'ensemble on peut toujours gagner !

Face aux coups qui nous sont portés, nos amphes, nos cités-U doivent-ils pas être les lieux d'une nouvelle fraternité, d'une nouvelle solidarité, pour repousser le repli sur soi, l'abandon, l'échec ?

## 3 - Plus unitaire :

Et nous ne sommes pas les seuls confrontés à ces réalités : nous n'avons pas le monopole revendicatif dans nos universités ! Il existe des associations, des syndicats, des organisations politiques qui interviennent aussi sur le campus. Ne faut-il pas s'en réjouir ? C'est souvent un plus pour la lutte.

Ainsi, suite à l'accélération des mesures d'expulsion quand l'UNEF P8 décide d'intervenir dans chaque association, pour mobiliser les étudiants de la filière, de l'amphi, du TD contre l'expulsion du copain étranger, cela constitue un sacré point d'appui pour gagner. Quand elle élargit le mouvement pour le renforcer en y associant SOS-Racisme, le MRAP, la FASTI, certains élus locaux voire des personnalités (profs, intellectuels) qui toutes entendent faire respecter le droit, à la différence ; cela compte dans le rapport de force.

Et le fait que 16 organisations se rencontrent, débattent, décident d'un appel et d'un rassemblement commun contre le projet de loi Fillon le jour de son vote à l'assemblée nationale, n'a-t-il pas constitué un élément appréciable dans le lancement de la riposte ? Le fait que sans abandonner leur diversité d'analyses et leur spécificité d'interventions, étudiants, profs, ATOSS se retrouvent ensemble pour faire une conférence de presse et dire non au démantèlement de l'université, n'a-t-il pas conforté les étudiants à s'engager dans l'action ?

Aujourd'hui nous avons besoin d'une riposte sans précédent. Une UNEF plus unitaire, qui bannit tout préjugé, ne permettra-t-elle pas de mieux contribuer à celle-ci ?

De la même manière que nous savons animer des batailles au quotidien, tisser des liens avec les étudiants, faire vivre des solidarités ; si cela constitue un plus pour le rapport de force, n'avons-nous pas à mieux solliciter les organisations qui interviennent à l'université, à multiplier les contacts et les démarches communes ?

## 4 - Plus prompt à réagir :

Notre avenir n'attend pas, et c'est maintenant que nous voulons réussir nos études. Nous ne voulons plus banaliser ce que nous subissons, alors soyons plus déterminés pour prendre l'initiative, intervenir et agir. Certaines revendications sont ultra-majoritaires chez les étudiants : obtenir les 50 % sur les transports, mensualiser les bourses... Alors pourquoi ne comptent-elles pas au rang des acquis ? L'UNEF doit nous permettre de faire respecter tout de suite ces droits !

## D - Faire respecter nos droits, en gagner de nouveaux :

### 1 - La justice sociale : une priorité !

Deux millions d'étudiants, ce sont combien d'entre eux qui ont besoin d'être aidés ou qui, faute de moyens, vont tout abandonner ? Comment payer son inscription, ses transports, son logement, ses repas : en travaillant dans le premier Mac'Do venu ? En tirant un trait sur le sport, le ciné, les loisirs ? en contractant un prêt bancaire ? Sûrement pas !

La bonne solution nous la connaissons.

Donnons-nous l'ambition que les CROUS retrouvent leur mission première, prodiguer une véritable aide sociale qui permette à tous les étudiants de poursuivre et de réussir leurs études. Pour cela multiplions les actions dans trois directions.

- La revalorisation des bourses et l'augmentation du nombre de boursiers. L'UNEF propose que des mesures d'urgence soient prises pour atteindre les 25 % de boursiers, pour doubler le montant des bourses en réévaluant le premier échelon à 15 000 Frs/an et le 5ème échelon à 35 000 Frs/an pour obtenir leur mensualisation. Relançons la bataille avec nos élus en investissant les services des CROUS afin d'arracher l'argent du FSU pour les étudiants les plus défavorisés, d'obtenir le maintien des bourses en cas de redoublement, que les prêts d'honneur soient distribués selon des critères sociaux.

- La proposition du *Plan Social Etudiant* d'instaurer le demi-tarif sur la carte-orange allait dans le bon sens. Les salariés bénéficiant d'un remboursement, il ne reste que les étudiants pour payer le plein tarif. Pour l'UNEF, cette mesure doit être appliquée rapidement et étendue à l'ensemble des transports en commun et à la province.

- Pourquoi enfin, ne pas réinvestir les cités-U, et multiplier les associations de résidents ? C'est là que se trouve le plus d'étudiants touchés de plein fouet par la crise. Proposons-leur de rompre avec l'individualisme et de rejoindre l'UNEF pour rénover leur cité, en faire un véritable lieu de vie, d'échanges, de loisirs et d'études, pour la relance de logements sociaux.

La campagne des élections au CROUS peut et doit constituer un moment fort des luttes pour faire avancer les revendications étudiantes. En 1991 cela nous avait permis de dénoncer la logique du PSE (*Plan Social Etudiant*), le scandale des prêts bancaires. Les étudiants avaient utilisé le vote UNEF comme un vote de colère et de riposte. La progression de l'UNEF avait constitué un élément important dans l'échec des prêts bancaires.

Cette année, pourquoi ne pas nous emparer de ces élections, pour aller par exemple jusqu'au bout de notre campagne sur la carte-orange à 50 % en Région Parisienne, l'élargir sur les transports en Province, et lui donner la force d'un vote national ?

Quel meilleur moyen de convergence de toutes ces luttes, que celui d'utiliser le vote UNEF lors des élections du CROUS ? Faisons en sorte que le plus grand nombre d'étudiants s'exprime par le vote pour exiger les moyens d'une véritable aide sociale ! Gageons que de cette manière nous saurons nous faire entendre par Fillon !

### 2 - Pour une formation de qualité

En cette année 1993, 17 universités ont décidé de mettre en oeuvre la rénovation pédagogique. Dans bien des cas, cela s'est fait sans réelle discussion avec les étudiants et toujours, sans moyens budgétaires supplémentaires, bien au contraire.

**Selon le CNOUS, 3 500 frs/mois** c'est le coût des études pour un étudiant. Aujourd'hui le plus fort montant mensuel de la bourse est inférieur à 1.800 frs/mois

**Juin 93** : Double présidence UNEF-Unef-Id pour la conférence de presse contre la loi Fillon

**Septembre 93** : l'UNEF organise la première initiative unitaire avec un débat sur la rentrée universitaire : la JOC, l'Unef-Id, l'UEC, la CGT, le SNESup, la FSU ATOSS répondent présents.

**Gagner le respect de nos droits, en gagnant de nouveaux** : La décision de l'UNEF de sortir un livre blanc de nos droits -fruits des luttes étudiantes- va nous permettre de mieux les faire connaître et nous aider à nous mettre en capacité de marquer une série de points face à un gouvernement qui ne cesse de nous enfoncer !

- En s'emparant des points positifs de la rénovation, ne pouvons-nous pas progresser vers des mesures qui nous conviennent ?

Imposer nos revendications sur le contenu de nos formations, développer les passerelles entre les filières, développer la qualité de nos diplômes, en lien avec la recherche la plus moderne, et ouvrant la possibilité d'une réelle poursuite d'études.

- Exigeons de meilleures conditions d'études : obtenir les 25 étudiants par TD, des TP, des labos de langues en nombre suffisant, n'est-ce pas le préalable à une meilleure assimilation des connaissances ? Obtenir des modalités nationales d'examen (double correction, anonymat des copies, modules ou UV compensables et capitalisables) n'est-ce pas combattre les systèmes sélectifs comme admissibilités-admissions, les saccages aux examens et simplifier les transferts en cours d'études ? Les élus d'UFR et les associations UNEF doivent s'emparer de ces questions, les mettre en débat avec les étudiants, leur donner la parole et faire grandir l'exigence de moyens supplémentaires pour leur mise en pratique.

### 3 - Plus de moyens.

Les barrières sélectives et financières se multiplient, constituant de véritables obstacles à une ouverture en grand de l'université. C'est par exemple la prolifération des droits d'inscription illicites, qui si nous laissons faire, risque bien de se généraliser dans les années à venir.

Pour empêcher toute sélection sociale, ne serait-il pas juste d'aboutir à la gratuité de nos études ? Dès à présent, obtenons la suppression des frais illicites et gagnons les 10 % d'exonération des droits d'inscription.

De même, allons jusqu'au bout de la bataille pour un collectif budgétaire, pour obtenir les moyens nécessaires à l'Enseignement Supérieur, en utilisant notamment la carte-pétition pour faire grandir cette exigence nationale. Ce qui aggrave nos conditions d'études et de vie, c'est la pénurie, pourtant l'argent existe.

- Ainsi, ne peut-on pas utiliser une partie des 235 milliards qui ont été consacrés à des pseudo plans-emplois ? Le 1 % patronal pour la formation ne pourrait-il pas être collecté nationalement et réparti ensuite équitablement ?

- N'est-ce pas possible de taxer la spéculation ? De réaffecter l'argent du surarmement pour investir dans la formation ?

### 4 - Développer la solidarité avec les étudiants étrangers de nos universités et les étudiants du monde

Le développement de la solidarité internationale passe déjà par la défense d'une coopération juste, qui permette l'accès au savoir aux étudiants en provenance des pays en voie de développement, des pays en conflit.

L'avalanche d'exclusions et d'arbitraires qui frappe les étudiants étrangers, les mesures Pasqua et les accords de Schengen ne peuvent que nous interpeller et susciter de notre part la plus vive réaction.

Denonçons ce véritable apartheid universitaire qui touche ces étudiants et constitue une grave remise en cause d'un des droits de l'homme le plus élémentaire, celui de l'accès aux connaissances.

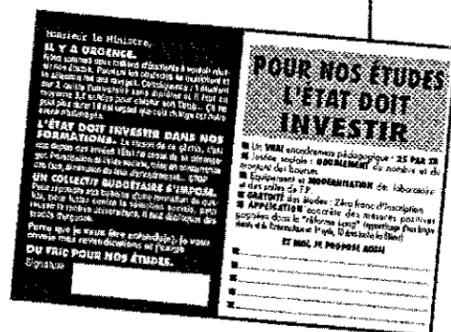
Refusons l'ingérence des préfetures dans la vie des universités.

A quelques encablures de l'an 2000, l'UNEF doit tout mettre en oeuvre pour s'opposer aux exclusions et promouvoir une véritable coopération universitaire et scientifique avec le reste du monde. Cela passe aussi par le développement d'une solidarité concrète avec les étudiants du monde.

Avec les étudiants cubains, victimes depuis 30 ans du blocus US. Avec les étudiants Palestiniens, pour les soutenir dans leur espoir de paix, avec les étudiants de l'ex-Yougoslavie pour les aider à faire progresser l'idée d'une solution pacifique, avec les étudiants de la CEE confrontés aux mêmes politiques de casse de l'Enseignement Supérieur, pour trouver des convergences, avec tous les étudiants victimes dans le monde de la répression.

Développer la solidarité avec les étudiants du monde, pour promouvoir la paix et le libre accès au savoir partout dans le monde, c'est ce à quoi doit oeuvrer l'Union Internationale des Etudiants. L'UNEF l'y aidera.

**En mai**, invitée en Europe par l'UIE FKS (Syndicat Allemand) et l'UNEF, une délégation d'étudiants cubains a parcouru l'Europe. L'UNEF leur remet 1 tonne de papier en geste de solidarité avec les étudiants de ce pays.



## DEVELOPPER NOS ASSOCIATIONS POUR DE NOUVEAUX PROGRES

### A - Notre force : l'association de filière.

Quand tout est fait pour nous intégrer ou nous faire renoncer, nous avons besoin d'une UNEF plus à l'écoute des étudiants, plus solidaire, plus unitaire, plus prompte à la riposte. L'association permet cela !

#### 1 - Le rôle irremplaçable de l'adhérent.

L'UNEF est riche de sa diversité. Mesurons nous toujours l'apport spécifique de chacun de ses adhérents ?

Parfois n'avons nous pas tendance à penser qu'à l'UNEF, certains sont plus adhérents que d'autres ? Qui n'a pas fait l'expérience de retrouver dans un mouvement, une bataille spécifique du syndicat par laquelle il se sentait concerné, un adhérent que nous n'avions jamais vu en réunion d'association ? Et nous même si nous sommes trop pris par nos études, sommes salariés, avons des loisirs qui priment, ne mordons nous pas souvent le trait et parce que nous ne pouvons donner beaucoup de temps au syndicat pensons que nous n'avons rien à lui donner

Et pourtant c'est tout le contraire !

Ainsi cette étudiante de Prépa que l'UNEF n'avait pas recontacté rapporte au bureau national une feuille manuscrite exigeant les 50% sur la carte orange par les copains de sa "khagne", deux jours avant nous ne savions pas qu'elle existait ! Et ce résident qui convoque une Assemblée Générale dans sa cité, au nom de l'UNEF, en riposte à l'augmentation des loyers. Jusqu'alors isolé il permet par cette initiative que se crée une association UNEF sur son lieu de vie.

N'est ce pas en aidant cette spécificité à s'exprimer que nous élargirons et accentuerons notre riposte ?

#### 2 - L'association : lieu naturel pour s'organiser :

L'association de filière permet d'être au plus près des adhérents, des étudiants et de leurs problèmes. Un saccage aux examens ? L'association n'est-elle pas le meilleur moyen pour s'en faire l'écho et pour réagir ? N'est-elle pas le lieu qui permet d'être mieux à l'écoute des adhérents et des étudiants ?

Utile pour intervenir vite quand il faut faire respecter nos droits et efficace pour en gagner de nouveaux, l'association peut être aussi le cadre pour créer une nouvelle solidarité

Elle permet de s'unir quand tout le monde veut nous diviser, de créer des liens de solidarité dans la filière, de rompre avec l'individualisme auquel on nous pousse

N'y a-t-il pas lieu dans la vie quotidienne d'avancer sur cette question ? De répondre à l'isolement de nos campus, par des associations plus fraternelles ?

#### 3 - L'association : lieu privilégié pour la riposte :

UFR par UFR, l'université est morcelée. Comment réagir ? Le plus efficace n'est-il pas avant tout de se battre dès que le problème se pose, sans attendre une éventuelle action nationale ?

Agir au plus près des étudiants, ne signifie-t-il pas que gagner la gratuité des photocopies en Sciences ne dépend pas du Bureau National, mais plus sûrement de l'association de Sciences ? Et lorsque des modalités d'examen sont aberrantes en Droit, qui d'autre que l'association de Droit peut en imposer le changement ?

Multiplier les associations n'est-il pas le meilleur moyen pour multiplier les initiatives de riposte, et donc intervenir simultanément sur tous les problèmes ? Ces luttes elles-mêmes revêtent un caractère plus concret, si quelqu'un n'a pas sa bourse, les étudiants qui se sentent les plus concernés sont ses copains d'amphi ou de filière qui le côtoient tous les jours. Et ils réagiront plus favorablement s'ils voient intervenir des adhérents de l'association de leur filière, et non des militants professionnels venus d'on ne sait trop où

Ces luttes très diverses n'ont-elles pas une portée plus grande ? Elles s'additionnent, permettent de construire un rapport de force à l'université plus favorable aux étudiants. Elles leur donnent l'habitude de ne pas se laisser faire.

### B- Des atouts pour faire vivre et grandir nos associations

#### 1 - Une UNEF plus nombreuse.

Si nous voulons marquer des points face au gouvernement n'avons-nous pas besoin avant tout de renforcer le syndicat ? De faire des adhésions ?

Nous le savons tous, il y a débat sur la question et des réticences se sont exprimées sous différentes formes lors des conférences régionales : "Est-il vraiment utile de renforcer l'UNEF ? Le nombre est-il une garantie de la force du syndicat ? Avec une UNEF plus nombreuse, le mouvement étudiant sortira-t-il renforcé ?"

Le fait de reformuler ce débat au regard des associations ne peut-il pas nous aider à progresser ?

La politique universitaire nous la vivons dans nos TD, nos amphis, nos facs, nos cités et c'est là que nous devons compter si nous voulons gagner. Pour ça, nous avons un atout : cette réalité nous y sommes tous confrontés et si nous nous y mettons tous ensemble, c'est là que nous avons la meilleure chance d'être entendus. Suppression d'un poste de prof ? Mobilisation de l'amphi pour en exiger un nouveau. Saccage collectif ? Mobilisation du TD pour arracher la révision des notes... et l'appartenance à l'UNEF ne peut elle pas dès lors constituer le plus petit dénominateur commun face à ces mauvais coups qui pleuvent ?

Et cela sans aucun autre préalable que celui d'être pris en compte là où nous étudions, pour faire respecter nos droits, en gagner de nouveaux ?

Cette question, pourquoi ne peut-on pas la mettre ainsi entre les mains de notre voisin de TD et lui proposer de nous rejoindre ? Pourquoi ne pas lui donner les moyens ensuite de la poser à son tour ? N'est-ce pas en procédant ainsi que l'UNEF deviendra majoritaire dans notre cours, puis notre filière, notre fac ? N'est-ce pas ainsi que nous en ferons l'affaire de tous nos adhérents et que nous serons à même de devenir une organisation de masse qui permette de gagner !

#### 2 - Une UNEF plus autonome :

Pour notre TD, notre association ou notre AGE, combien de fois n'avons-nous pas pu éditer un tract faute de moyens ? Combien de fois n'avons-nous pas pu envoyer un courrier à tous les adhérents qui aurait permis de se retrouver et de décider tous ensemble des meilleurs moyens de riposte ?

Nous prenons parfois trop la trésorerie comme une bataille de second ordre. Et pourtant n'est-elle pas indispensable à la vie démocratique de l'UNEF ? De même, sous-estimer cette question ne constitue-t-il pas un frein à notre activité auprès des étudiants ?

Pourtant nous sommes souvent conscients que "sans argent, on ne peut rien faire". Mais alors, est-ce possible de collecter des sommes suffisantes pour devenir

complètement autonomes financièrement ? En collectant dans des amphis, n'allons-nous pas être perçus comme des personnes qui mendient ?

Et des exemples ne montrent-ils pas que les étudiants sont prêts à verser des sommes parfois importantes : pour la sortie d'un tract d'amphi ou de filière, pour financer le *Nouveau Campus*, pour participer à la collecte pour un congrès ou la préparation d'élections universitaires ? Et cela, dès lors que nous les sollicitons et les associons à nos initiatives ? N'est-ce pas dans ce sens qu'il faut progresser ?

### 3 - Nos élus : un rôle moteur pour l'association :

Faire respecter nos droits, en gagner de nouveaux : voilà ce qui est utile à chacun. Des batailles nationales sont menées dans ce sens, mais nombre de droits spécifiques à une UFR, à une université ne sont pas connus.

Les élus de l'association ne peuvent-ils pas jouer un rôle pour les recenser, pour les faire connaître ? Cela ne serait-il pas un formidable catalyseur pour diversifier la riposte et gagner des améliorations ?

A la moindre alerte contre nos droits, des élus présents à la réunion d'association pour aider à décrypter la langue de bois de l'administration, n'est-ce pas un plus pour informer les étudiants, recueillir leur avis et décider des formes d'actions les plus efficaces (délégations, invasions...)?

Pour ces raisons, pouvons-nous laisser les élus à part de l'activité de l'association ? Ou au contraire n'est-il pas mieux que tous ensemble nous y choisissons le meilleur candidat, lui réclamions des compte-rendus, rendions publique chaque initiative ? Et pour aider chaque élu dans son mandat, nous pouvons proposer à un copain du bureau d'AGE ou de l'association d'être "*responsable aux élus*" pour qu'ils reçoivent le Bulletin de Liaison des Elus et échangent leurs expériences.

### 4 - Des responsables sensibles et combatifs

Dès lors que nous faisons de nos associations le lien privilégié de la riposte, n'avons-nous pas besoin de responsables de l'association au Bureau National encore plus à l'écoute de tous nos adhérents ? Qui mettent tout en oeuvre pour que chacun prenne sa place, puisse y donner son avis, décide sur toutes les questions ? Des responsables plus sensibles aux injustices, prompts à réagir, rassembleurs et unitaires ? Et l'activité de nos dirigeants, quel que soit leur niveau de responsabilités, ne doit-elle pas avoir qu'un seul souci : l'association et l'aide qu'ils peuvent lui apporter pour la faire vivre !

## C - Une Union Nationale pour aider et prolonger l'action des associations :

L'Union Nationale regroupe toutes les associations et groupes d'associations (AGE) qui ont la volonté de se mettre au service des étudiants dans le sens de leurs intérêts. Quand des étudiants de Mulhouse décident de s'organiser en Histoire et de se fédérer à l'UNEF, ils apportent leurs expériences leurs revendications. Et ils en attendent autant en retour, ainsi qu'une aide concrète pour se développer. Impulser ainsi la vie de plusieurs centaines d'associations n'est-ce pas le moyen le plus efficace de faire grandir de partout la riposte ?

Aider à donner plus de poids aux luttes locales en leur donnant une dimension nationale, en les fédérant. Quand Amiens et Nice se battent sur les droits d'inscription, n'est-ce pas un plus que l'Union Nationale se fasse l'écho de ses luttes, les fasse partager et aide à ce qu'elles s'étendent ?

## CONCLUSION

Jamais la remise en cause de notre droit aux études n'a été aussi forte. Jamais autant d'attaques n'ont menacé l'Enseignement en tant que service public.

Quelque soit notre filière ou notre cycle d'études, nous sommes tous touchés à un degré ou à un autre par cette politique de démantèlement.

Il ne saurait être question de s'en accommoder ! Au contraire, nous voulons riposter à la hauteur des coups portés !

Lors du 75<sup>ème</sup> congrès de notre syndicat, nous avons fait état des problèmes que nous rencontrons, échangé nos expériences, lancé la riposte en tournant en grand notre organisation vers la lutte !

Avec le 76<sup>ème</sup> congrès, il s'agit pour l'UNEF de confirmer ce choix en étant encore mieux le syndicat de tous les étudiants !

Une UNEF tournée vers la vie de ces associations pour saisir le mécontentement étudiant, lui permettre de s'exprimer dans sa diversité et d'aboutir ! Une UNEF alors plus prompte à réagir et à multiplier les luttes tous azimuts ! Une UNEF plus combative et unitaire enfin, qui ne lésine sur rien pour gagner !

C'est chacun d'entre nous, en s'appropriant la préparation et la tenue de ce congrès, que nous construirons ce syndicat !





**Union Nationale des Etudiants de France**  
**52, rue Edouard Pailleron 75019 PARIS**  
**Tél : (1) 42 45 84 84**  
**Prix : 5 F**